



Déclarations et Discours

N° 76/2

"LE TEMPS EST VENU DE FAIRE PREUVE DE SAGESSE, DE DISCIPLINE ET DE SOLIDARITÉ"

Notes pour le discours du premier ministre devant le *Canadian Club* à Ottawa, le 19 janvier 1976.

Je me félicite du débat sur l'avenir du Canada que les mesures gouvernementales et mes propos ont suscité.

Nous sommes engagés, il faut le reconnaître, dans une nouvelle ère économique. Il est temps d'envisager cette réalité et de se résoudre à trouver les moyens de nous en accommoder.

Je veux poursuivre le débat ce soir, en faisant d'abord la distinction entre les vrais et les faux problèmes qui ont été évoqués récemment en public. Je vous entretiendrai de quelques problèmes de notre économie, d'options et de choix qui nous concernent tous comme peuple libre, responsable de sa propre destinée et capable de façonner son avenir.

Je tiens avant tout à attirer votre attention sur les réalités contemporaines. De ces réalités, la plus pressante, c'est l'inflation. Notre devoir le plus impérieux est de coopérer tous ensemble pour assurer la réussite de notre offensive anti-inflationniste.

Un aspect essentiel du programme anti-inflationniste, c'est de chercher, une fois qu'il sera terminé, les moyens d'assurer pour l'avenir un meilleur fonctionnement de notre économie; c'est de trouver des mesures qui préviendront toute récurrence sérieuse de l'inflation, qui encourageront une saine croissance économique, qui réduiront le chômage et rendront moins nécessaire d'autres interventions de l'État. A cet égard, une bonne discussion des problèmes qui se poseront certainement à nous dans l'avenir peut se révéler extrêmement féconde, à la condition que nous ne perdions pas de vue les réalités actuelles.

Si nous tenons vraiment à adapter notre système économique à nos besoins présents et futurs, il serait bon de commencer par nous accorder sur la nature du système qui est aujourd'hui le nôtre. Le marché libre, à proprement parler, n'existe pas au Canada. J'ai dit que nous n'avons même pas pu faire fonctionner un système modifié de libre marché au Canada, de façon à écarter le genre de problèmes que nous connaissons présentement, et qu'il ne servirait à rien d'essayer de créer une pure économie de marché pour résoudre nos

problèmes futurs, parce que cela serait tout aussi inefficace. C'est pour cela qu'on m'a accusé publiquement de vouloir saper la libre entreprise pour y substituer un système d'intervention étatique dans toute décision d'ordre économique. Il n'en est rien, car, dans l'entrevue de fin d'année qui a alimenté cette controverse, je ne faisais absolument aucune allusion à la libre entreprise. Je parlais d'une économie de marché, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Le fait est que depuis plus de cent ans, depuis que le Gouvernement a coopéré à la construction du Canadien Pacifique en lui concédant des terres de la Couronne, le Canada a eu non pas une économie de marché, mais une économie mixte, caractérisée par un mélange d'entreprises privée et publique. C'est d'ailleurs précisément cette combinaison qui a rendu possible la prospérité dont nous avons joui.

De plus, c'est avec l'appui et l'encouragement du monde des affaires que le Gouvernement a continué à intervenir dans le marché pour favoriser la croissance et la stabilité, notamment lors de la création de la Commission canadienne du blé, lors de la négociation du pacte Canado-américain de l'automobile et par des mises de fonds massives dans le projet Syncrude.

Jusqu'à ce que j'aie pris connaissance des vives réactions de certains hommes d'affaires au cours des dernières semaines, j'étais persuadé que la grande dépression des années trente avait fait disparaître pour toujours l'idée qu'une économie de marché engendrerait d'elle-même, en dehors de toute aide gouvernementale, un état idéal de croissance économique constante, de stabilité des prix et de plein emploi.

La dépression a persuadé la plupart des gens de la nécessité d'une intervention gouvernementale massive dans l'intérêt de la stabilité économique générale. Il a été également reconnu que l'État doit intervenir dans l'économie, par exemple, pour redistribuer les revenus, et pour s'assurer que l'industrie privée agit conformément à l'intérêt public.

Comme vous le savez, la conception traditionnelle voulait que le libre choix du consommateur régie l'économie. Au temps, où, au Canada, on s'éclairait à la chandelle, par exemple, on pensait que les choix faits par les consommateurs, parmi les produits des différents fabricants de chandelles, déterminaient les prix, ainsi que le niveau correct de production et d'emploi. Bien peu évoquaient la possibilité qu'un fabricant réussisse à dominer le marché de la chandelle privant ainsi les consommateurs de leur liberté de choix, ou qu'un syndicat de fabricants acquière un monopole sur le prix de la main-d'oeuvre de l'industrie, ou encore que des chandelles de

piètre qualité ou dangereuses soient mises sur le marché et vendues à une clientèle crédule, ou enfin que les fabricants n'approvisionnent pas de façon convenable les régions isolées, dans lesquelles les perspectives de bénéfices seraient peu intéressantes. On ne pensait guère que le libre choix du consommateur puisse être compromis par une publicité mensongère ou frauduleuse, ou que l'industrie et ses employés soient menacés par l'importation de chandelles à meilleur marché.

Mais les temps ont changé, et toutes ces situations se sont produites depuis dans une industrie ou dans une autre. Toutes ont affaibli l'influence du consommateur sur l'économie; et, dans tous les cas, le consommateur ou l'industrie ou le syndicat a appelé l'État à son secours. De plus, la population n'a cessé de demander à l'État de lui fournir des services qu'elle ne pouvait obtenir du secteur privé. Il en est résulté un accroissement de l'intervention étatique et une multiplication des organismes de réglementation et des sociétés de la Couronne, qui ont fatalement modifié l'économie de marché, comme l'avaient fait les monopoles et les quasi-monopoles dans les secteurs privé et public.

Tous les gens raisonnables reconnaissent aujourd'hui que le Gouvernement fédéral a le devoir de gérer l'économie du pays dans l'intérêt de tous ses habitants et de toutes ses régions. De ce devoir découle nécessairement l'obligation d'intervenir quand il le faut pour stimuler l'embauche, redistribuer les revenus, contenir l'inflation, réduire la pollution, protéger le consommateur, encourager la conservation des ressources et la productivité et assurer un approvisionnement suffisant de tous les produits dont nous avons besoin.

Il reste néanmoins de vastes secteurs de l'économie où le libre marché et le libre choix du consommateur sont toujours possibles. Par exemple, le commerce de détail, les industries du tourisme et des services, l'industrie vestimentaire, ainsi que les milliers de petits entrepreneurs et fabricants indépendants, offrent au consommateur un large éventail de choix.

Ni le Gouvernement ni le peuple canadiens ne désirent imposer des réglementations additionnelles aux secteurs vraiment concurrentiels de l'économie, au secteur de la petite entreprise par exemple, où la libre entreprise est prospère, où il est possible d'avoir de l'initiative, de se montrer indépendant et de prendre des risques, et où des hommes et des femmes continuent d'oeuvrer pour améliorer leur sort et celui de leurs collectivités, en consacrant à cette fin leur temps, leurs capitaux et leurs talents.

La préservation et le renforcement du libre marché au sein de notre économie sont au coeur de la vision libérale de l'avenir du Canada. C'est pourquoi nous rejetons le socialisme, qui veut que l'État cherche toujours à étendre son emprise sur la production et la commercialisation des biens; et c'est aussi pourquoi nous rejetons le corporatisme ou l'étatisme, selon lesquels toutes les décisions économiques importantes sont prises par une association officielle de la grande entreprise, des grands syndicats et de l'État.

C'est aussi pourquoi le Gouvernement saisi le Parlement de la Loi sur la concurrence, qui protégera l'intérêt public en sauvegardant le système concurrentiel; c'est pourquoi nous avons mis sur pied la Banque de développement de la petite entreprise qui apportera aide et encouragement à des milliers de petits hommes d'affaires canadiens.

Nous avons une économie mixte, qui au cours de son évolution nous a très bien servis et qui convient parfaitement à nos valeurs et à nos traditions. Cependant, elle ne nous sert pas de façon satisfaisante en ce moment, ainsi que le montre clairement la gravité de nos problèmes. Notre économie est perturbée et son état empirera si nous n'agissons pas. Mais il ne s'agit pas de rejeter notre système actuel et de lui substituer quelque chose d'entièrement différent. Il s'agit de savoir si nous sommes prêts à remanier le système par des amendements législatifs, des changements dans nos institutions et nos attitudes, pour relever les défis du présent et de l'avenir.

Il se trouve que l'économie canadienne et celles des autres pays du monde libre passent par une grave crise d'inflation et de chômage simultanés.

D'aucuns veulent nous faire croire que le Gouvernement fédéral s'est rendu responsable de ces difficultés en accroissant excessivement la masse monétaire, en faisant des dépenses exagérées et en se livrant à des interventions indues sur le marché. Cela aussi est un faux problème. Si nos orientations politiques sont seules à blâmer, comment se fait-il que chaque pays industrialisé du monde libre connaisse les mêmes difficultés, et comment se fait-il que, dans ces conditions, le rendement de l'économie canadienne continue de surpasser celui de presque toutes les autres économies? On estime que, parmi les dix principaux pays capitalistes, notre taux de croissance, bien que proche de zéro, s'est classé au nombre des trois meilleurs. Et on prévoit que cette année notre taux de croissance ne sera surpassé que par celui des États-Unis.

Les réussites économiques du Canada résultent manifestement des

efforts conjugués des secteurs public et privé. Quand tout va bien, nous avons tous deux notre part de félicitations; quand tout va mal, nous partageons ensemble le blâme. Ne cherchons donc plus de boucs émissaires et travaillons à édifier l'avenir. L'objectif premier est évidemment d'empêcher les taux de chômage et d'inflation intolérables qui sont les nôtres en ce moment.

D'habitude, dans les précédents cycles économiques, ces deux fléaux alternaient. Lorsque le chômage était le problème principal, nous pouvions nous y attaquer en stimulant la demande de biens et de services, ce qui encourageait la production et créait davantage d'emplois. Lorsque l'inflation était le problème dominant, nous pouvions la maintenir dans des limites raisonnables en réduisant la demande. Le but, toujours visé mais jamais atteint, était d'arriver à une stabilité des prix et des emplois dans le cadre d'une croissance régulière, par le recours à des instruments économiques traditionnels.

Ces instruments ne fonctionnent plus aussi bien. Ainsi que le faisait observer récemment le Conseil économique du Canada: "Vu la gravité du problème, il faut compléter par de nouvelles techniques les instruments traditionnels."

M. Arthur Burns, président du *Federal Reserve Board* des États-Unis, exprimait récemment les mêmes vues lorsqu'il disait: "Si un taux de chômage de huit ou neuf pour cent ne suffit pas à enrayer l'inflation, notre système économique ne fonctionne plus comme nous l'avons déjà cru. A l'avenir, les efforts de l'État pour assurer le progrès économique devront comporter des réformes de structures, ainsi qu'une politique monétaire et fiscale appropriée."

C'est principalement en raison de l'insuffisance des instruments classiques que le Gouvernement a dû intervenir dans l'économie, d'une façon si énergique avec l'imposition d'une régie des revenus et des prix. Cette période de réglementation ne nous aidera pas seulement à limiter le taux de croissance de l'inflation, mais elle nous donnera aussi le temps de réformer nos institutions économiques, nos attitudes et nos orientations politiques. C'est la nature de cette réforme qui fait l'objet du débat dans lequel nous sommes engagés.

La gravité du problème ne se borne pas à l'inflation et au chômage. Ainsi, des changements de structures assez profonds s'imposent dans notre façon de chercher à nous assurer un approvisionnement suffisant et sûr en énergie et en denrées alimentaires, dont nous avons avec les autres pays un besoin toujours plus pressant.

Il nous faut de meilleures méthodes, pour lutter contre la pollution

et l'encombrement urbain, pour réduire les pertes humaines et financières attribuables aux accidents de la circulation, pour améliorer le sort des familles à revenu modeste et les relations patronales-ouvrières, pour équilibrer la puissance concurrentielle de la grande entreprise, des grands syndicats et de l'État. Examinons donc de plus près certains aspects de la question pour nous en faire une meilleure idée, pour mieux apprécier les occasions que nous avons de prouver, une fois de plus, que le Canada est capable d'affronter courageusement ses défis, dans la confiance et l'unité.

L'approvisionnement du Canada en énergie préoccupe beaucoup le Gouvernement et devrait nous préoccuper tous. L'avenir est très incertain. Nos réserves connues de pétrole et de gaz sont plus faibles que nous ne le croyions il y a cinq ans, de sorte que si nous ne découvrons pas de nouveaux gisements, il nous faudra, pour éviter la pénurie au cours de la prochaine décennie, recourir de plus en plus aux fournisseurs étrangers.

Il y a une façon pour chaque Canadien de faire sa part: c'est de consommer et de gaspiller moins d'énergie, de manière à empêcher la demande canadienne d'énergie d'accuser le taux de croissance excessif qui est le sien depuis quelques années. Il nous faudra peut-être inciter l'industrie à réduire sa consommation en produisant des biens de consommation plus durables; de la sorte, on consacrera moins d'énergie et de matériaux au remplacement et à la réparation.

Notre pays occupe le deuxième rang de la consommation d'énergie par tête, surtout parce que nous dépensons l'énergie sans discernement, d'une façon qui trahit notre manque de réalisme. Conservation et meilleure gestion de nos ressources doivent compter parmi les principales préoccupations de la nouvelle société qu'il nous faut créer.

La lutte contre la pollution a été compromise jusqu'ici par les gouvernements, les industries et les particuliers qui se renvoient la balle. En outre, nous avons inconsidérément réduit le problème à son seul aspect financier. Il devient chaque jour plus clair que nous devons être plus sensibles à ce que coûte la pollution eu égard à la santé, à l'écologie et à la qualité de la vie. Il importe que nous commençons immédiatement à prendre conscience de la gravité croissante du problème, à accepter plus volontiers notre part de responsabilité, à mieux reconnaître la nécessité de modifier radicalement de vieilles habitudes industrielles et personnelles. Les simples citoyens et les corps intermédiaires ont là une excellente occasion d'accélérer le changement, en faisant pression sur l'industrie et sur les gouvernements à tous les paliers.

En 1974, les accidents de la route ont fait au Canada plus de 6,000

morts et plus de 230,000 blessés; ils ont coûté 1.3 milliard de dollars en dommages à la propriété, un milliard en perte de temps et 250 millions en frais médicaux. L'imposition de limites de vitesse moins élevées, l'usage obligatoire des ceintures de sécurité et une surveillance plus stricte de l'ivresse au volant pourraient diminuer de moitié le nombre des morts et des blessés. Si nous estimons que nous ne pouvons nous permettre un gaspillage aussi scandaleux de vies humaines et de ressources, nous devons mieux concilier la liberté de posséder et de conduire une voiture et la nécessité d'en régler l'usage.

Nous avons encore à réaliser un équilibre convenable entre l'intérêt public et la taille et la puissance grandissantes de certains syndicats et sociétés. Il est très urgent pour ce pays de trouver le moyen de régler équitablement les différends patronaux-ouvriers, tout en évitant les énormes pertes qu'entraînent les grèves.

La taille des gouvernements à tous les niveaux et son effet sur la productivité nationale méritent un réexamen. Je crois que tous les canadiens désirent que leurs gouvernements aient la force et le pouvoir nécessaires pour protéger l'intérêt public; par conséquent, les aspects législatifs et régulateurs devront peut-être prendre plus d'importance. Mais je ne vois absolument pas pourquoi les gouvernements devraient continuer indéfiniment à assurer certains services que le secteur privé est capable de procurer.

Mais le tableau de la situation serait incomplet sans la reconnaissance du fait que le monde continue de vivre dans l'appréhension, au bord des grands désastres que pourrait provoquer une pénurie alimentaire. Les peuples affamés se tournent avec espoir vers le Canada, un des principaux fournisseurs des denrées dont ils ont besoin. Un des grands atouts de notre pays, c'est sa capacité de produire des aliments en abondance. Cette capacité nous offre la chance unique de contribuer considérablement à l'instauration de la justice sociale et de la stabilité politique dans le tiers monde.

Pourtant, c'est de façon prodigue et ruineuse que nous continuons à satisfaire nos besoins en protéines.

Ainsi, parmi celles de nos façons d'agir que nous devons peut-être réformer, il y a l'habitude, que nous avons en commun avec quelques rares autres pays riches, de donner du grain plutôt que de l'herbe à certains bestiaux pour obtenir des viandes plus tendres et savoureuses. Or, les céréales perdent une grande partie de leur valeur protéique pendant le processus d'assimilation. C'est donc du gaspillage pur et simple. Et parce qu'ils manquent de protéines, des millions d'habitants d'autres pays souffrent quotidiennement de malnu-

trition et sont aux prises avec la famine.

Pendant combien de temps nos consciences pourront-elles s'accommoder de la souffrance des autres? Pendant combien de temps un monde affamé tolérera-t-il le gaspillage éhonté et constant de ressources alimentaires limitées? Combien de temps encore pourrons-nous fermer les yeux devant les responsabilités que nous imposent, sur le plan international, nos richesses et les besoins d'autrui?

Tous ces problèmes sont pressants. Ils exigent une réévaluation immédiate de nos valeurs, de nos institutions économiques et de la façon dont elles servent la société.

Certains partisans de la libre entreprise à outrance soutiennent que notre meilleur espoir réside en la création d'une véritable économie de marché, c'est-à-dire un système conçu d'après l'idéal économique de la concurrence parfaite. Je crois qu'ils se trompent.

Une telle mesure équivaldrait, notamment, à démembrer certaines de nos grandes sociétés et centrales syndicales. Souhaitons-nous vraiment en arriver là, même si nous le pouvions? Avant de répondre "oui", demandez-vous comment le Canada s'assurerait l'autosuffisance quant à l'acier, par exemple, si nous n'avions pas de grandes sociétés capables de réunir les énormes capitaux nécessaires et de disposer des techniques de pointe, de l'expérience en matière de gestion et de la main-d'oeuvre qualifiée indispensables à la production de l'acier. Il nous faut de grandes sociétés à cause de leur efficacité, à cause de leur capacité exclusive d'accomplir certaines tâches, à cause enfin de leur aptitude à soutenir et à accroître notre commerce d'exportation.

Ce n'est pas l'existence de monopoles et de quasi-monopoles dans certains secteurs de notre économie qui fait problème, mais plutôt le choix à poser pour orienter leur force de façon qu'elle serve l'intérêt public et nos objectifs nationaux.

Dans ce contexte, la question est de savoir si nous serons dirigés par une réglementation gouvernementale ou par notre propre sens des responsabilités. Je pense bien que nous favorisons tous la première option le moins possible et la seconde, le plus possible.

Le Gouvernement, lui aussi, doit se montrer plus responsable; cela signifie qu'il devra apprendre à dire "non" plus souvent et plus décidément, tout comme il incombe à chaque citoyen de ne pas exiger de la nation des services publics nouveaux ou meilleurs qu'elle n'a pas les moyens de s'offrir.

Si nous décidons de dépenser plus dans un secteur de l'économie, nous devons dépenser moins dans d'autres. Après coup, il est facile de dire que, depuis une vingtaine d'années, les gouvernements n'ont pas assez insisté sur le fait que, si l'on demande et reçoit des bénéfices comme des pensions et une assistance médicale plus élevées, il faut accepter soit des services de moindre qualité dans d'autres domaines, soit une amélioration plus lente de nos niveaux de vie personnels.

Si nous préférons la liberté à la contrainte, nos propres responsabilités à la dictée de l'État, je m'attends que les syndicats et les sociétés, entre autres, nous apprennent comment ils se proposent de restaurer la paix et la stabilité dans les négociations collectives, lorsque la régie prendra fin, et comment ils se proposent de travailler dès maintenant en ce sens.

Je demande aux dirigeants des sociétés s'ils sont prêts à accepter la responsabilité des conséquences sociales de leurs décisions. Ainsi, lorsqu'une entreprise pollue l'environnement, devrait-elle être tenue de réparer les dégâts et d'empêcher que la chose ne se reproduise? Ou est-ce là une responsabilité qui incombe au Gouvernement? Et, dans ce cas, comment y parvenir sans accroître les dépenses gouvernementales et les pouvoirs de réglementation, deux choses auxquelles le secteur privé s'oppose d'ailleurs énergiquement? Le secteur privé est-il prêt à agir de plein gré pour que les chances économiques soient partagées plus équitablement à travers le pays par le choix de leurs implantations? Est-il prêt à encourager la conservation de l'énergie?

L'industrie de l'automobile se décidera-t-elle à produire des véhicules plus économiques en carburant, ou alors le Gouvernement devrait-il lui imposer cette décision, par une intervention plus poussée? Il faut que ce soit fait, mais qui s'en chargera?

Quelles mesures les syndicats ouvriers sont-ils disposés à prendre pour assurer un meilleur équilibre entre les salaires et la production et ainsi réduire la poussée inflationniste?

Il n'y a pas à se demander si les consommateurs canadiens devraient gaspiller moins de nourriture et d'énergie. Il faut en arriver là, mais comment? Par des décisions personnelles ou par l'entremise d'une réglementation gouvernementale?

Ce que j'essaie de vous faire voir, c'est que le Canada aura, dans les années à venir, à faire face à des défis de taille et que notre aptitude à les relever dépendra essentiellement de notre volonté d'ajuster nos mentalités et nos habitudes à la réalité. Notre espoir

Le plus ferme repose, non pas sur de nouvelles lois, ni sur un recours accru au pouvoir de l'État, mais bien sur la faculté de chacun d'entre nous de modifier nos valeurs sociales et économiques en fonction des réalités contemporaines.

La lutte est engagée. Nous avons lancé une offensive anti-inflationniste qui nous donnera un répit nous permettant de repenser nos façons d'agir, tandis que la régie des revenus et des prix nous protégera de comportements qui pourraient nous être néfastes.

Le Gouvernement lui aussi, se doit de profiter des prochaines années pour instaurer, après discussion devant les Chambres et le public, les réformes économiques et sociales qui permettront au Canada de sortir de la période de régie avec une confiance et une résolution renouvelées.

Le Gouvernement continue à définir différentes options au sujet de problèmes comme la croissance industrielle et démographique, le prix de l'énergie et son approvisionnement, les relations patronales-ouvrières, les relations économiques internationales, la politique alimentaire, la distribution du revenu au niveau des individus et des régions, les rapports entre l'État et le secteur privé.

Parce que nous sommes libéraux, nous inclinons fortement à régler ces problèmes en incitant les gens à décider par eux-mêmes de faire ce qui se doit plutôt qu'en imposant des sanctions à ceux qui agissent avec irresponsabilité.

Le temps est venu de faire preuve de sagesse, de discipline et de solidarité. Nous avons la chance de disposer de l'attribut le plus précieux d'une société libre, celui de décider nous-mêmes de notre propre avenir. Ce sont là autant de motifs d'espoir.

Je suis convaincu qu'un peuple dont les ancêtres ont héroïquement édifié ce pays, un peuple qui a surmonté les dures épreuves de la dépression et des deux guerres mondiales, un peuple qui a construit dans l'unité une des grandes démocraties du monde, saura s'unir encore pour relever le présent défi économique d'une manière digne de ceux qui hériteront de nous cette terre fortunée.